

Lille, le 23 février 2015

Mise en œuvre de la réforme de l'inspection dans la région :

Après deux mois et demi de conflit dans la région Nord Pas de Calais et après le rassemblement du jeudi 12 février, la direction propose l'ouverture de « discussions » et suspend les convocations à entretien « pré-disciplinaire » des inspecteurs

*« L'épanouissement par le travail est un aspect auquel je suis particulièrement sensible. Je crois en effet en un travail qui émancipe et permet de se réaliser » (François REBSAMEN)
« Ce qui n'était pas possible la veille peut le devenir le lendemain » (vieux adage syndical, à manier avec les précautions d'usage)*



Le rassemblement de la semaine dernière a été un franc succès !

Tout n'avait pourtant pas bien commencé, avec la présence des forces de l'ordre appelées par la direction, dans la cour même de l'immeuble de l'UT ; Du jamais vu de mémoire d'agent. Nous ne sommes pas des casseurs ! Voilà en tout cas ce qu'est le dialogue social, une fois qu'il est débarrassé de ses fioritures. Ceci étant, tout s'est déroulé dans la bonne humeur, avec drapeaux et pancartes. Nous étions 200 ! (sans compter la police...) Le rassemblement a duré deux bonnes heures en tout, avec sous l'arche d'entrée une densité au m² rarement vue, la présence de nombreux militants de l'interpro, du public mais beaucoup plus du privé, dont des « têtes connues » (et ça fait chaud au cœur !) car déjà présentes le 20 février 2014 (lors de la tentative de fermeture des sites de Maubeuge et Cambrai) du côté de l'UL CGT de Maubeuge, de la CGT et de SOLIDAIRES. Nous les remercions vivement !

Pour les collègues qui sont passés au rassemblement venus des différents sites de la région, ce fut également une belle occasion de se retrouver et de se sentir fier, chacun avec sa part, de contribuer à la mobilisation que nous essayons collectivement de mener avec l'intersyndicale depuis octobre (et même avant, depuis les affectations). La preuve que les liens créés entre nous, et même au-delà, ça compte ! Plutôt ensemble que divisés et seuls dans nos bureaux !

Les manifestants ont réclamé des effectifs décents pour l'inspection et l'arrêt des entretiens disciplinaires auxquels étaient convoqués les inspecteurs. Pour nous, en somme, une manière de participer dignement et activement aux débats à l'occasion des *journées du bonheur au travail* organisées du 12 au 14 février « *sous le haut patronage du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social* » ! Une délégation des unions locales CGT et SOLIDAIRES et de notre intersyndicale CGT-FO-FSU-SUD a été reçue par Bruno Drolez (finalement pas parti à Paris...), mais il a fallu attendre le lendemain pour en apprendre davantage.

La réunion de vendredi 13 avec le direccte, la SG, les 3 RUT (et en présence de la CFDT et de l'UNSA)

Dès le début, le Direccte a reconnu l'existence d'un « conflit » et de « problèmes » dans le fonctionnement de la nouvelle organisation. On a compris que le fait d'avoir sollicité (et obtenu) le soutien des syndicats interprofessionnels était déterminant. L'image du « fonctionnement dégradé » est difficilement assumable, aussi crûment, à l'extérieur. La seconde chose dont on a eu confirmation rapidement, c'est quand il a indiqué que la « priorité des priorités » pour eux c'est les décisions administratives... Ah monde cruel, ne pas traiter les demandes des salariés passe, mais ne pas traiter les demandes d'autorisation de licenciement des représentants du personnel, c'est-à-dire les demandes du patronat, ça pose un vrai problème au Direccte et à l'administration !... Et il n'a pas été question pour ainsi dire des « intérim de contrôle », sinon pour redire la préoccupation de priorisation sur les demandes d'autorisation de licenciement donc, les contestations d'avis médical et les enquêtes AT.

Voilà le « problème » de la direction. Le reste finalement, pfff ! La revendication, minimale, de retour aux effectifs de contrôle d'avant la mise en place de la réforme, d'augmentation des effectifs plus largement, comme le slogan scandé la veille par les manifestants d'une « inspection du travail au service des travailleurs » prenaient soudainement tout leur sens.

Quand le Direccte nous a indiqué qu'il était prêt « à discuter », on a demandé et obtenu la suspension des convocations à entretien disciplinaire (ou « pré-disciplinaire » comme semble vouloir le considérer l'administration. Pour le reste il s'est seulement engagé, à ce stade, à permettre les droits d'écriture sur les BAL d'UC et à ouvrir rapidement des discussions : **1)** Sur les thèmes des intérim « prioritaires » (*Il nous a annoncé jeudi 19 [voir plus bas] qu'une note plafonnant les intérim décisionnels à 2 par IT serait diffusée très prochainement*) et du partage de cette charge de travail avec le RUC et la hiérarchie [soit quelque chose qui existe déjà dans certains endroits de la région] **2)** Sur celui de l'« équilibre des charges de travail » (c'est à dire les difficultés liées au fonctionnement actuel de l'EPIT, dans le cadre d'un politique persistante de suppression importante de postes).

Tout ceci ne peut être abordé qu'après examen de la question des postes et des moyens. Nous demandons le dégel des postes vacants, l'affectation des ITS sur leur site, en « surnombre » ou « en renfort » si nécessaire et hors section s'ils le souhaitent, et la recréation de postes au niveau de ce qui existait avant la mise en place de la nouvelle organisation. Le Direccte nous a indiqué que les effectifs de référence 2015 n'étaient pas encore notifiés et qu'il ne disposait à ce jour que d'une marge de manœuvre de 4 postes, uniquement en catégorie A (les autres catégories sont considérées en « sureffectif » par l'administration) et sur laquelle il doit déjà prendre 3 postes (MIRTMO notamment). Nous l'avons informé visiblement de certaines choses demandées (en Rhône Alpes, par le DIRECCTE) ou obtenues (IT renfort dans les Hauts de Seine, affectation d'IET supplémentaires en Seine et Marne).



La réunion de jeudi 19 avec le Direccte, la SG, les 3 RUT ou leur représentant (et en présence de l'UNSA, mais en l'absence de la CFDT (qui finalement n'aime pas tant que ça le dialogue social !)

Cette réunion, annoncée 24 petites heures avant par la Direction (comme quoi l'intersyndicale est arrangeante et prête au dialogue...) en vue d'aborder « la suite du processus de négociation » (le Direccte dans le texte) aurait pu s'intituler comme l'a à peu près dit un ancien Président de la République, « Inspection du travail, si tu reviens (dans le rang), j'annule tout !! »

En effet, de façon assez surprenante on doit l'avouer, d'emblée le Direccte nous assène : **1)** « Les DUT ont regardé les charges de travail et ils n'ont pas beaucoup de pistes... » (ça correspond aux réunions d'UC organisées ces derniers jours) ; **2)** « Il n'y a pas de réponse à ce jour de la DRH, il faudra réfléchir sans... » [ce qui enlève tout intérêt à une « négociation », s'il n'y a rien à négocier justement...] ; **3)** Et nous demande de faire une « ouverture », en abandonnant notre « mot d'ordre de boycott » ou en retirant le recours déposé au tribunal administratif de Lille contre l'arrêté organisant, ou plutôt désorganisant les services d'inspection du travail (bref il nous propose de « déposer les armes » et de se tirer une balle dans le pied !... c'est pas sérieux ça M. Bénévise !).

Devant notre refus ferme mais légitime de ces conditions préalables et après une suspension de séance, il a : 1) Admis le besoin d'« un retour de la DRH » pour pouvoir réellement discuter (l'absence de réponse actuelle n'est d'ailleurs pas un mauvais signal) ; 2) Proposé de commencer à discuter de l'aspect « pris en charge des intérim de contrôle » et de le faire avec le DUT du Nord Lille qu'il « mandate » à cet effet ; 3) Annoncé la diffusion de la note de plafonnement des intérim décisionnels évoquée plus haut. Il propose de se donner un délai d'un mois pour « discuter ».

Nous lui avons indiqué que nous comptons réunir l'ensemble du personnel jeudi 26 pour pouvoir rendre compte et recueillir les avis.

C'est un premier petit pas qu'on a obtenu ; Il ne s'agit sûrement pas de crier victoire. Mais c'est un début, c'est encourageant et ça doit, tous, partout, nous encourager.

Déjà, car la réorganisation concerne toute la région, et les questions sur les effectifs tous les services de la DIRECCTE. Nous appelons donc l'ensemble des collègues, en venant aux heures d'info ou en rejoignant le mot d'ordre de « ne tenir que son poste » pour les agents de contrôle. Nous rappelons que refuser de prendre en charge les intérim, de décision par exemple, ce n'est pas « s'en prendre à son RUC », mais bien de préserver notre santé et une manière de mettre l'administration devant ses responsabilités.

Nous pensons que les secrétaires et les collègues de catégorie C doivent pouvoir être entendus, car ils sont en première ligne de cette « réforme » et toujours pas considérés (plafonnement des primes, possibilité de promotion indigente,...). Nous pensons que les contrôleurs doivent massivement rejoindre le mouvement s'ils veulent retirer de tout ça autre chose que l'EPIT à la sauce Sapin, par trop amère. Assez de la carotte et du chantage !

Ensuite, car une « négociation », des « discussions », c'est une éventualité, une hypothèse. On n'a rien de tangible, pour l'instant. C'est pour ça que nous combattons « le chant des sirènes du dialogue social » de la direction, relayé malheureusement par certains : si Monsieur Bénévise accepte de discuter aujourd'hui, c'est du fait du rapport de force que la mobilisation d'un certain nombre de collègues a pu créer.

Et c'est vrai au travail, mais au moins autant dans les autres pôles et services !

C'est le moment de rejoindre le mouvement et de l'amplifier, chacun à son échelle, si on veut collectivement commencer à préserver un peu nos conditions de travail dans l'avenir proche.

Nous avons un coup à jouer, jouons-le sérieusement et collectivement ! « *ce n'est qu'un début, continuons le combat !* ».

**Nous appelons l'ensemble des collègues de la DIRECCTE à participer à la
réunion d'information syndicale que nous organisons :**

JEUDI 26 FÉVRIER, DE 14 À 16 HEURES À LA CAFÉTÉRIA DE L'UT NORD LILLE.

Les éventuels délais de route viennent en sus du créneau 14/16h.